

Élections présidentielle au Portugal , 23 janvier 2011

de Corinne Deloy

ANALYSE
1 mois avant
le scrutin

Le 11 octobre dernier, le chef de l'Etat, Anibal Cavaco Silva, fixait la date du 1er tour de l'élection présidentielle au 23 janvier 2011. Quelques jours plus tard, le 26 octobre, il annonçait dans un discours télévisé en direct du palais de Belem, résidence des présidents portugais à Lisbonne, qu'il était candidat à sa propre succession. « *Après mûre réflexion, j'ai décidé d'être de nouveau candidat à la présidence de la République. Etant donné la situation extrêmement difficile qui est celle du Portugal, j'ai pensé que j'avais le devoir de me représenter. Avec mon expérience et mon savoir, je peux aider mon pays* » a-t-il déclaré. A un mois du scrutin présidentiel, Anibal Cavaco Silva fait figure de grand favori. Plusieurs enquêtes d'opinion lui prédisent une victoire dès le 1^{er} tour. Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue le 23 janvier, un 2^e tour sera organisé entre les deux candidats ayant remporté le plus grand nombre de suffrages deux semaines plus tard, soit le 6 février

La fonction présidentielle

Le président de la République portugaise est élu tous les 5 ans au suffrage universel direct. Chaque personne souhaitant être candidate à la magistrature suprême doit être âgée d'au moins 35 ans et obligatoirement recueillir la signature d'au moins 7 500 électeurs. La fonction de chef de l'Etat est principalement honorifique. Le président de la République est le chef des armées dont il désigne les chefs d'état-major. Sur proposition du gouvernement, il nomme les ambassadeurs. Il peut déclarer l'état d'urgence ou l'état de siège, voire la guerre en cas d'agression réelle ou imminente. Il signe les lois et les décrets votés par le Parlement sur lesquels il dispose d'un droit de veto. Sur proposition du gouvernement ou du parlement, il décide de l'organisation de référendum. Enfin, il peut dissoudre le parlement (article 172 de la Constitution), une dissolution conduisant de facto à de nouvelles élections législatives. 6 personnes sont officiellement candidates :

- Anibal Cavaco Silva, 71 ans, chef de l'Etat sortant. Professeur d'économie et ancien Premier ministre (1985-1995), il se présente comme candidat indé-

pendant mais bénéficie du soutien du Parti social-démocrate (PSD), principal parti de l'opposition, et du Parti populaire (PP) dirigé par Paulo Portas ; - Manuel Alegre, 74 ans, candidat du Parti socialiste (PS), soutenu également par le Bloc des gauches (BE) et le Parti démocratique de l'Atlantique (PDA). Il s'était présenté à la précédente élection présidentielle du 22 janvier 2006, scrutin où il ne bénéficiait pas du soutien du PS dont le candidat officiel était l'ancien président de la République (1986-1996), Mario Soares. Manuel Alegre avait cependant terminé 2nd en recueillant 20,72% des suffrages (14,34% à Mario Soares) ; - Francisco Lopes, 35 ans, candidat du Parti communiste (PCP), également soutenu par les écologistes du parti Os Verdes ; - Fernando Nobre, 59 ans, candidat indépendant, fondateur du Groupe d'assistance médicale internationale (AMI) ; - Defensor de Moura, 64 ans, ancien maire de Viana do Castelo et vice-président du comité parlementaire des Affaires étrangères. Député socialiste, il se présente en candidat indépendant ; - José Manuel Coelho, conseiller régional de l'archipel de Madère et membre du Parti de la nouvelle démocratie, non représenté au parlement.

La crise portugaise

Le Portugal traverse actuellement une grave crise socioéconomique. En 2009, le PIB a reculé de 2,6%, le déficit budgétaire s'est élevé à 9,3% du PIB et la dette publique a atteint 82% (elle devrait s'établir à 86,6% en 2011). Le chômage dépasse 10% de la population active (10,9% au 3e trimestre 2010). Le pays souffre d'un déficit structurel en raison de son faible potentiel de croissance lié au manque de compétitivité de ses entreprises. Le 10 juin dernier, jour de la fête nationale portugaise, le président Cavaco Silva déclarait : « *Comme j'avais prévu en temps voulu, nous en sommes arrivés à une situation intenable. Nous avons devant nous beaucoup de travail, une tâche énorme et des sacrifices inévitables. Les responsables politiques ont une responsabilité particulière dans le contrat de cohésion nationale que nous devons établir. C'est sur les Portugais dans leur ensemble que doivent se concentrer les priorités d'un agenda politique et social véritablement guidé par les valeurs de justice et de la cohésion* ». A l'automne dernier, Anibal Cavaco Silva avait rencontré les représentants de l'ensemble des partis politiques, « *une nécessité pour éviter la crise politique qui aurait un effet très négatif sur les marchés* » avait-il indiqué. Le Président sortant avait appelé le Parti social-démocrate à trouver un consensus avec le gouvernement dirigé par le Premier ministre José Socrate (PS) au moment du vote du plan d'austérité au parlement. Le gouvernement minoritaire a en effet besoin de « *l'abstention constructive* » du Parti social-démocrate pour faire passer ses mesures d'austérité indispensables au redressement des finances publiques. Mais le leader de l'opposition, Pedro Passos Coelho (PSD), avait d'abord rejeté l'offre de négociation budgétaire préalable refusant de s'associer à de nouvelles hausses d'impôt, ce qui avait entraîné un regain de tensions sur les marchés internationaux et provoqué la hausse des taux d'intérêt de la dette du Portugal.

Le gouvernement de José Socrates a voté un plan d'austérité sans précédent (réduction des salaires des fonctionnaires gagnant plus de 1 500 € mensuels, gel des pensions de retraites, plafonnement des aides sociales, hausse de 2 points de la TVA qui

passé ainsi à 23%, baisse des avantages fiscaux pour les entreprises) afin de réduire de manière draconienne le déficit du pays. Celui-ci doit en effet être rapporté d'ici fin 2011 de 7,3% du PIB à 4,6% en réalisant 5 milliards d'économies ; 2/3 de celles-ci résulteront de coupes budgétaires et 1/3 d'une augmentation des impôts. Le 24 novembre dernier, 3 millions de Portugais se sont mis en grève pour protester contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement et le pays a connu sa première grève générale unitaire depuis 22 ans. Le Premier ministre, José Socrates, a cependant écarté l'idée que Portugal puisse avoir besoin d'un plan de sauvetage du Fonds monétaire international (FMI). « *Nous n'avons pas connu de crise bancaire ou de bulle immobilière. Notre seul problème tient à un déficit public excessif lié à la crise mondiale et nous sommes en train de le corriger* » a-t-il déclaré.

La campagne présidentielle

Le président sortant, Anibal Cavaco Silva, a promis de mener une campagne électorale simple et peu onéreuse par respect pour les difficultés économiques que traverse le Portugal. S'il est réélu, le chef de l'Etat promet de gouverner de façon non partisane en coordination avec le gouvernement dirigé par José Socrates. En mars dernier, Pedro Passos Coelho, 45 ans, est devenu le nouveau leader du Parti social-démocrate en remplacement de Manuela Ferreira Leite. Avec 61,05% des suffrages des militants, il a devancé ses adversaires José Pedro Aguiar-Branco et surtout Paulo Rangel, pourtant donné favori avant le scrutin interne. Celui-ci, élu de Madère, avait été tête de liste du PSD aux élections européennes des 4-7 juin 2009 où le parti avait remporté une large victoire (31,71% pour 26,53% au PS). Pedro Passos Coelho soutient la candidature d'Anibal Cavaco Silva pour l'élection présidentielle et s'est déclaré confiant dans le fait que le chef de l'Etat sortant sera réélu à une large majorité dès le 1^{er} tour de scrutin. Manuel Alegre a plusieurs fois reproché à Anibal Cavaco Silva, économiste de formation, son silence sur la « *crise des taux d'intérêt la plus grave depuis la Révolution des œilletons (le 25 avril 1974, date de la chute de la dictature établie en 1932 par Antonio Oliveira Salazar)* et qui menace la capacité de notre pays à

prendre des décisions de façon autonome ». Il s'est également élevé contre la volonté du PSD de modifier et de « libéraliser » la Constitution portugaise. Le PSD a en effet émis le souhait de supprimer les articles de la Loi fondamentale qui qualifient l'éducation et la santé de biens publics. Manuel Alegre voit dans cette volonté du parti du président sortant une menace sur « *l'équilibre des pouvoirs et les fondations constitutionnelles du pays notamment en ce qui concerne l'éducation, la santé publique et le droit du travail* ». Le Premier ministre José Socrates a déclaré que cette modification de la Constitution rendrait l'Etat providence « *boiteux* ». Le candidat socialiste a affirmé que s'il est élu chef de l'Etat, il apposerait son veto à toute atteinte à l'Etat providence et protégerait la Constitution du Portugal. Manuel Alegre mène campagne auprès des émigrants portugais qui résident à l'étranger qu'il a appelé à « *prendre part à la décision et à voter en faveur d'un candidat doté d'une vision progressiste* ».

Le Portugal a modifié sa loi électorale en supprimant le vote par correspondance pour les 5 millions de Portugais de l'étranger (700 000 vivent en France). Désormais, ceux-ci devront se déplacer dans les ambassades ou les consulats pour remplir leur devoir civique. Le député socialiste, José Lello, l'un des auteurs du texte de loi, a justifié cette réforme par la nécessité d'une plus grande transparence du scrutin et d'une lutte plus efficace contre la fraude électorale. « *Lors des dernières élections législatives, la presse avait évoqué la disparition inexplicée de plusieurs centaines de bulletins de vote destinés aux émigrés* » a-t-il déclaré. Manuel Alegre s'est réjoui de ce récent changement qui, selon lui, « *éliminent toutes les discriminations et les restrictions* » et constituent « *un pas important pour les droits des citoyens et qui améliore notre démocratie et l'élection présidentielle* ». De son côté, le PSD accuse le PS « *d'avoir peur* » du vote des émigrés. A chaque élection, le parti au pouvoir est en effet toujours largement devancé par le parti de Pedro Passos Coelho au sein des électeurs de l'étranger. « *Je soutiens Manuel Alegre, candidat porteur d'une conviction et d'une vision progressiste du pays* » a déclaré José Socrates, envers lequel Manuel Alegre se montre parfois critique. Le PS a voté par 200 voix contre 10 et 1

abstention le soutien à Manuel Alegre le 23 janvier. Le candidat socialiste, qui a su cultiver des relations et tisser des liens avec les autres partis de gauche dans la perspective du scrutin, se montre convaincu qu'« *il est possible de défaire Anibal Cavaco Silva et donc de battre un président de la République sortant pour la première fois au 1^{er} ou au 2^e tour* ». Il faut rappeler que tous les chefs de l'Etat portugais ont été élus (ou réélus) au 1^{er} tour depuis le retour du pays à la démocratie en 1974.

Comme en 2006, le candidat socialiste devra affronter un autre socialiste au 1^{er} tour. En effet, le député Defensor de Moura a décidé de se présenter à la magistrature suprême. « *Ma campagne est complémentaire de celle de Manuel Alegre ; mes opposants ne sont pas Manuel Alegre ou Fernando Nobre mais la campagne de droite que mène Anibal Cavaco Silva* » a-t-il déclaré. Plus à gauche, on trouve Francisco Lopes, ingénieur électricien issu du fief communiste de Setubal. « *Il est nécessaire que la présidence soit occupée par quelqu'un qui soutient quelque chose de différent de la politique de droite que mènent les socialistes au pouvoir ou de l'opposition du Parti social-démocrate* » a déclaré le candidat communiste.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Eurosondagem et publiée fin décembre, le chef de l'Etat sortant, Anibal Cavaco Silva, devrait remporter l'élection présidentielle dès le 1^{er} tour de scrutin avec 60% des suffrages. L'écart avec son principal adversaire, Manuel Alegre, s'est même creusé par rapport aux précédents sondages. Le candidat socialiste recueillerait 30%. Très loin derrière, l'indépendant Fernando Nobre obtiendrait 4,8%, le communiste Francisco Lopes 4,5% et le député socialiste Defensor de Moura 0,7%. Le conseiller régional de Madère, José Manuel Coelho, ne figurait pas dans la liste des candidats au moment de la réalisation de ces enquêtes d'opinion.

La campagne officielle de l'élection présidentielle débute le 9 janvier pour se terminer le 21.

Rappel des résultats du 1er tour de l'élection présidentielle du 22 janvier 2006 au Portugal

Participation : 61,53%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
Anibal Cavaco Silva (Parti social-démocrate, PSD)	2 773 431	50,54
Manuel Alegre (Parti socialiste, PS), dissident	1 138 297	20,74
Mario Soares (Parti socialiste, PS)	785 355	14,31
Jerónimo de Sousa (Parti communiste PCP)	474 083	8,64
Francisco Louca (Bloc des gauches, BE)	292 198	5,32
Antonio Garcia Pereira (Parti communiste des travailleurs, PCPT/MRPP)	23 983	0,44

Source : Commission électorale portugaise

Élections présidentielle au Portugal ,

Le point à une semaine du scrutin

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le 23 janvier, près de 10 millions d'électeurs portugais sont appelés à se rendre aux urnes pour le 1^{er} tour de l'élection présidentielle. 6 personnalités sont candidates :

- Anibal Cavaco Silva, 71 ans, chef de l'Etat sortant. Professeur d'économie et ancien Premier ministre (1985-1995), il se présente comme candidat indépendant mais bénéficie du soutien du Parti social-démocrate (PSD), principal parti de l'opposition, et du Parti populaire (PP) dirigé par Paulo Portas ;
- Manuel Alegre, 74 ans, candidat du Parti socialiste (PS), soutenu par le Bloc des gauches (BE) et le Parti démocratique de l'Atlantique (PDA) ;
- Francisco Lopes, 35 ans, candidat du Parti communiste (PCP), soutenu par les écologistes du parti Os Verdes ;
- Fernando Nobre, 59 ans, candidat indépendant, fondateur du Groupe d'assistance médicale internationale (AMI) ;
- Defensor de Moura, 64 ans, ancien maire de Viana do Castelo et vice-président du comité parlementaire des Affaires étrangères. Député socialiste, il se présente en candidat indépendant ;
- José Manuel Coelho, conseiller régional de l'archipel de Madère et membre du Parti de la nouvelle démocratie, non représentée dans l'actuel Parlement.

Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue le 23 janvier, un 2^e tour sera organisé entre les deux candidats ayant remporté le plus grand nombre de suffrages deux semaines plus tard, soit le 6 février.

La crise financière au cœur de la campagne électorale

Sans surprise, la campagne s'est focalisée sur la question d'une éventuelle intervention extérieure, et

notamment du Fonds monétaire international (FMI), pour soutenir les finances du pays. Pénalisé par le poids de sa dette, le Portugal est considéré comme le prochain Etat susceptible de recourir à une aide extérieure. Pour assainir ses finances publiques, le

gouvernement de José Socrates a fait voter par le Parlement en novembre 2010 un plan d'austérité sans précédent : budget de rigueur (hausse des recettes fiscales : augmentation de deux points de la TVA, qui passe à 23%, et baisse des avantages fiscaux des entreprises – et recul drastique des dépenses : gel des pensions de retraite, baisse des salaires des fonctionnaires gagnant plus de 1 500 € mensuels, plafonnement des aides sociales). Ces mesures ont suscité un fort mécontentement dans l'opinion publique et le 24 novembre dernier, le pays a connu sa première grève générale unitaire depuis 22 ans (3 millions de grévistes).

Le recours à une aide extérieure réveille au Portugal des souvenirs traumatisants. En effet, le pays a dû par deux fois demander l'aide du FMI : en 1977, soit 3 ans après la révolution des œillets (le 25 avril 1974, date de la chute de la dictature établie en 1932 par Antonio Oliveira Salazar), une intervention qui a sonné le glas des espoirs qu'avait soulevé le moment révolutionnaire, et une 2e fois dans les années 1980. Opposition social-démocrate et majorité socialiste utilisent chacune à leur façon la crise financière. « Si nous avons besoin de recourir à l'aide extérieure, cela signifie que la stratégie suivie a échoué. Or celui qui a conduit le pays à une telle situation n'est pas en état de rester au pouvoir et le lendemain de conduire la reprise » a déclaré le leader du Parti social-démocrate (PSD), dans le quotidien *Diário de notícias*. Pedro Passos Coelho demande la démission du Premier ministre José Socrates si le Portugal est contraint de recourir au FMI.

« Tout ce que j'ai à dire, c'est que le Portugal va atteindre son objectif budgétaire en 2010 (faire passer le déficit public du pays de 7,3% du PIB en 2010 à 4,6% en 2011) » lui a répondu José Socrates, ajoutant « Ceux qui n'ont fait que parler de crise et d'instabilité n'ont pas rendu service au pays, bien au contraire. Le président n'est pas élu pour gouverner mais pour faire de la présidence ce qu'elle doit être : un symbole de l'unité des Portugais ».

« Si le président de la République veut se rapprocher d'autres chefs d'Etat ou entités européennes pour expliquer que la situation est injuste pour le Portugal, que nous sommes face à une pression spéculative qui ne correspond pas à la situation économique du

pays, y compris en interrompant la campagne, il aura mon soutien » a déclaré le candidat socialiste Manuel Alegre. « C'est le moment pour les Portugais de s'unir indépendamment des positions politiques et idéologiques de chacun » a-t-il ajouté.

S'exprimant à la télévision le 10 janvier dernier, le chef de l'Etat sortant a refusé de spéculer sur une éventuelle aide extérieure au Portugal. « Si cela se produit, je ferai tout ce dont le pays a besoin pour aider » a-t-il indiqué. « Nous ne pouvons pas exclure la possibilité d'une crise grave au Portugal, non seulement sur les plans économique et social mais aussi sur le plan politique. Il faut donc un président doté de l'expérience nécessaire pour faire face à des situations complexes, très difficiles et que personne ne peut prévoir » a-t-il déclaré.

Réagissant à ces propos, Manuel Alegre a accusé Anibal Cavaco Silva d'être « un facteur d'instabilité et de doute à un moment où le pays a besoin de confiance et de stabilité ». « Nous avons besoin d'un président de la République qui soit loyal avec les autres organes de souveraineté et avec la société portugaise, qui résiste aux pressions et à l'offensive spéculative contre notre pays » a-t-il souligné.

Anibal Cavaco Silva, une large avance dans les sondages

Le scandale financier de la Banque portugaise de négoce (BPN) – Banco português de negócios – dans lequel le nom du président sortant Anibal Cavaco Silva avait été cité, est revenu dernièrement au cœur de l'actualité. En mai 2009, l'hebdomadaire *L'Expresso* révélait l'existence d'un trou de 1,8 milliard € dans les comptes de l'établissement financier qui avait été nationalisé l'année précédente. La banque a longtemps été surnommée Banque du PSD pour les liens qu'entretenaient certains cadres du parti politique avec les dirigeants de l'établissement. Ainsi, son dernier président, José Oliveira e Costa, poursuivi pour abus de confiance, escroquerie, faux et blanchiment de capitaux, est un ancien secrétaire d'Etat aux Affaires fiscales du gouvernement (1985-1991) dirigé par Anibal Cavaco Silva. Deux autres anciens ministres, Manuel Dias Loureiro (en charge de l'Intérieur, 1991-1995) et Arlindo de Carvalho (ministre de la Santé, 1991-

1995), ont été mis en examen. En mai 2009, le président sortant avait été mis en cause pour avoir réalisé une plus value de 140% en revendant des actions achetées deux ans plus tôt à la Société lusitanienne de négoce (SLN) – Sociedade lusa de negócios –, maison mère de la BPN. Il a qualifié ces attaques de « malhonnêtes » et d'« indignes » et s'est insurgé à la radio contre les « calomnies » qui « témoignent du désespoir de mes adversaires ». « Les Portugais me connaissent et ils savent que je suis d'une rigueur absolue en matière de morale politique » a déclaré Anibal Cavaco Silva qui s'est étonné que personne ne s'intéresse aux pertes qu'il a pu subir avec d'autres produits d'épargne.

Manuel Alegre a qualifié l'affaire de la BPN « d'affaire politique grave que les Portugais devront juger le 23 janvier ».

« L'affaire de la BPN est politiquement néfaste pour Anibal Cavaco Silva mais elle n'empêchera pas sa victoire » a affirmé le politologue Antonio Costa Pinto. Celui-ci met en avant le désintéret des électeurs pour le

scrutin présidentiel en l'absence de suspense et de véritable clivage mobilisateur entre les candidats. « Les Portugais savent que l'essentiel des décisions passent par le gouvernement et ne voient pas dans cette élection présidentielle une possible issue ou alternative à la crise » a-t-il précisé.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Intercampus et publiée par la chaîne de télévision TVI, le président sortant Anibal Cavaco Silva devrait être réélu dès le 1^{er} tour avec 60,1% des suffrages (tous les chefs de l'Etat portugais ont été élus (ou réélus) au 1^{er} tour depuis le retour du pays à la démocratie après la Révolution des œillets). Manuel Alegre, recueillerait 25,3%, Francisco Lopes 6,3% et les 3 autres candidats – Fernando Nobre, Defensor de Moura et José Manuel Coelho – chacun moins de 5% des voix.

« Je vous demande votre aide, au nom du Portugal. Que personne ne reste chez soi. Nous devons décider rapidement. Tout doit être réglé le 23 janvier » a déclaré le chef de l'Etat, exhortant ses compatriotes à se rendre aux urnes.

Élections présidentielle au Portugal, 23 janvier 2011

RÉSULTATS

Anibal Cavaco Silva est largement réélu à la présidence de la République du Portugal

Le président de la République sortant, Anibal Cavaco Silva (Parti social-démocrate, PSD), n'aura pas fait mentir la tradition qui veut que les chefs de l'Etat portugais soient élus dès le 1^{er} tour de scrutin. Le 23 janvier, il a été réélu pour un 2^e mandat de 5 ans à la tête du pays avec 52,94% des suffrages, soit un résultat supérieur à celui qu'il avait enregistré lors du précédent scrutin présidentiel du 22 janvier 2006 (+ 2,4 points). Il devance Manuel Alegre (PS), soutenu par le Bloc des gauches (BE) et le Parti démocratique de l'Atlantique (PDA), qui a recueilli 19,75% des voix (- 1 point par rapport à 2006).

Ils sont suivis de Fernando Nobre, candidat indépendant, fondateur du Groupe d'assistance médicale internationale (AMI), qui a obtenu 14,10%, de Francisco Lopes, candidat du Parti communiste (PCP) soutenu par les écologistes du parti Os Verdes, 7,14%, José Manuel Coelho, membre du Parti de la nouvelle démocratie, 4,50% et Defensor de Moura, 1,57%.

La participation au scrutin a été exceptionnellement faible : seuls 46,63% des électeurs se sont rendus aux urnes, un record depuis le retour du pays à la démocratie en 1974. L'enjeu de cette élection pré-

sidentielle a semblé mineur aux Portugais, inquiets de la progression du chômage et de la pauvreté et soumis depuis le début de l'année à leur 3^e plan d'austérité en 12 mois. Le scrutin était également porteur de peu de suspense, les pouvoirs exécutifs du chef de l'Etat étant limités (celui-ci peut cependant dissoudre le parlement). Finalement, l'ampleur de la victoire a constitué le seul enjeu de l'élection présidentielle.

« *Je serai une référence de confiance, de stabilité et de solidarité, sans renoncer aux pouvoirs que la Constitution me confère* » a déclaré Anibal Cavaco Silva. Le Président de la République, qui s'est posé en « *défenseur de la stabilité politique* » et a promis d'être « *impartial et au-dessus des partis politiques* », a fait de son expérience son principal atout de campagne face aux inquiétudes suscitées par la crise financière qui a très fortement affecté le Portugal. Il a appelé les électeurs au « *vote responsable* ». « *Jamais la situation de notre pays n'a été aussi critique. Ce n'est pas le moment des aventures : les autres nous regardent et le Portugal a besoin de crédibilité* » a-t-il déclaré, ajoutant « *Je serai exigeant avec le gouvernement et j'examinerai avec attention les propositions venant du parlement et de l'exécutif* ».

Le candidat socialiste Manuel Alegre a reconnu et assumé sa défaite personnelle. Le Premier ministre, José Socrates, a souligné que les Portugais avaient voté « *pour l'absence de changement, pour la continuité et la stabilité politique* ». Le chef du gouvernement s'est engagé à travailler « *dans le sens de la coopération institutionnelle* » avec le chef de l'Etat. Pourtant, le succès du président de la République peut indéniablement être analysé en partie comme un rejet de la politique du gouvernement socialiste de José Socrates. « *Les électeurs vont saisir l'occasion de punir le Parti socialiste au pouvoir pour les difficultés économiques du pays* » avait prévu avant l'élection présidentielle Antonio Barroso, analyste d'Eurasia Group. Manuel Alegre avait d'ailleurs pris soin de répéter durant la campagne qu'il n'était pas le candidat du gouvernement

« *Je m'attends à ce que Anibal Cavaco Silva et les socialistes conservent leur habitude de stabilité institutionnelle, c'est la tradition* » a déclaré Adelino

Maltez, politologue à l'université de Lisbonne. Le politologue Antonio Costa Pinto a affirmé que la victoire d'Anibal Cavaco Silva ne changerait rien à la vie politique du Portugal. « *Le gouvernement a besoin de stabilité pour continuer à faire face à la crise et aux soubresauts financiers. Une chose est certaine, le président de la République aura un rôle éminemment plus important après l'élection qu'avant. Pas seulement à cause de la crise mais aussi parce que nous avons un gouvernement minoritaire et que le chef de l'Etat dispose d'une marge de manœuvre* ».

Certains analystes ont en effet émis l'idée que réélu avec une large majorité, le président de la République pourrait envisager de dissoudre le parlement. Le Premier ministre José Socrates ne dispose pas de majorité au parlement, ce qui est parfois jugé dangereux en ces temps de grave crise économique et alors que le pays, lourdement endetté, est menacé d'avoir à recourir à l'aide internationale. Certains des adversaires du président de la République sortant l'ont également accusé de vouloir précipiter la chute du gouvernement socialiste. Durant la campagne électorale, le leader du parti social-démocrate, Pedro Passos Coelho, avait tenu à préciser que son soutien à Anibal Cavaco Silva n'était pas destiné à reconquérir le pouvoir. « *Si un jour nous revenons au gouvernement au Portugal, ce sera par la volonté des Portugais et non du président* » avait-il déclaré. Les résultats économiques du 1^{er} trimestre de l'année attendus en avril prochain ou le débat autour du prochain budget de l'Etat pourraient fournir des occasions de crise politique. « *Si le gouvernement échoue à réduire le déficit budgétaire, il perdra sa crédibilité et la probabilité pour qu'il soit amené à affronter de nouveau le verdict des urnes croîtra* » a déclaré le politologue André Freire de l'université de Lisbonne. « *Si aucun accord n'est trouvé pour le vote du budget de 2012, on pourrait assister à un vote de défiance au parlement qui ferait tomber l'actuel gouvernement. Dans ce cas, le président de la République n'aura pas besoin de dissoudre mais de faire émerger un consensus des partis sur un vote contre le gouvernement* » a souligné Joao Cantiga Esteves, économiste à l'université technique de Lisbonne qui a cependant précisé accorder peu de foi à ce scénario. « *Les présidents de la République tendent à être*

Élection présidentielle au Portugal, 23 janvier 2011

un peu plus interventionnistes dans leur 2^e mandat puisqu'ils n'ont rien à perdre » a déclaré l'analyste politique José Miguel Judice, ajoutant « *Anibal Cavaco Silva est par nature un homme prudent. Il ne prendra aucune initiative contre le gouvernement, sauf en cas de crise* ».

Agé de 71 ans, Anibal Cavaco Silva, économiste de formation, a travaillé comme professeur d'économie au Haut institut des sciences économiques et financières de Lisbonne, à la Faculté d'économie et à l'université catholique du Portugal. Il a également été chercheur à la Fondation Calouste Gulbenkian et à la Banque centrale du Portugal.

Entré au Parti social-démocrate en 1974, il a connu une ascension rapide au sein du parti et est devenu ministre du Plan et des Finances de 1980 à 1981.

Après avoir été fortement contribué au renversement de la coalition Parti social-démocrate-Parti socialiste au pouvoir à l'époque, il a été élu président du PSD à la tête duquel il a remporté les élections législatives de 1985. Anibal Cavaco Silva est ensuite nommé Premier ministre, une fonction qu'il exercera durant 10 ans. En 1996, il échoue à l'élection présidentielle contre Jorge Fernando Branco de Sampaio et se met en retrait de la vie politique nationale portugaise, retrouvant son métier d'enseignant en économie et de conseiller auprès de la Banque centrale du Portugal. Dix ans plus tard, le 22 janvier 2006, il effectue son grand retour et est finalement élu à la tête de l'Etat.

Anibal Cavaco Silva entamera son 2^e mandat présidentiel le 9 mars prochain.

Résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle du 23 janvier 2011 au Portugal

Participation : 46,63%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
Anibal Cavaco Silva (Parti social-démocrate, PSD)	2 230 104	52,94
Manuel Alegre (Parti socialiste, PS)	831 959	19,75
Fernando Nobre	593 868	14,10
Francisco Lopes (Parti communiste PCP)	300 840	7,14
José Manuel Coelho (Parti de la nouvelle démocratie)	189 340	4,50
Defensor de Moura (Parti socialiste), dissident	66 091	1,57

Source : <http://www.presidenciais.mj.pt/>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.